



"Population Divisée" – Malartic, Québec. Photo courtoisie Olivier Pontbriand.

Points forts des réalisations de l'année 2016

Campagnes internationales – Tenir le gouvernement et l'industrie responsable des abus dans le secteur minier à l'étranger

En ce qui concerne l'industrie extractive, le Canada a besoin d'un médiateur pour les droits de la personne

Se fait attendre depuis trop longtemps un bureau du médiateur indépendant, transparent et crédible pour aider le gouvernement canadien à s'acquitter de ses obligations lorsqu'il s'agit de remédier aux violations des droits de la personne et de prévenir les dommages futurs causés par les entreprises extractives canadiennes internationales.

Mines Alerte a travaillé en étroite collaboration avec le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE) pour élaborer et promouvoir une loi type en ce qui concerne un médiateur de l'industrie extractive.

À la poursuite de la justice en Colombie-Britannique en ce qui a trait à des actes de violence à la mine Tahoe Resource, au Guatemala.

Nous avons collaboré avec la Coalition Against Unjust Mining in Guatemala (CAMIGUA) et des partenaires guatémaltèques pour soutenir un

procès civil contre Tahoe Resources sur son rôle dans une attaque violente en avril 2013 à la mine d'argent Escobal.

Dans une décision établissant un précédent, la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a infirmé une décision d'un tribunal inférieur qui avait nié la compétence du Canada dans cette poursuite, constatant qu'il « existe un risque mesurable voulant qu'il sera difficile d'assurer un procès équitable aux requérants contre une puissante société internationale dont les intérêts miniers au Guatemala s'harmonisent avec les intérêts politiques de l'État guatémaltèque. Ce facteur fait que le Guatemala n'est pas le forum qui convient le mieux ».

Une piètre réponse : le mécanisme de règlement des griefs à la mine d'or Mara d'Acacia Mining, en Tanzanie

Mines Alerte et Rights and Accountability in Development (RAID) basés au Royaume-Uni ont pris part à d'importants échanges avec Acacia Mining concernant les problèmes de sécurité et de droits de la personne dans sa mine d'or de North Mara. Nous avons critiqué le niveau élevé de violence

continu à la mine et le mécanisme de règlement des griefs opaque et inefficace de l'entreprise.

Nous avons également procédé à une évaluation sur le terrain pour la troisième année consécutive, en discutant avec 26 requérants et membres de la famille qui ont signalé des viols, des voies de fait ou des décès aux mains

de la police ou des employés de la mine. Certains ont signé des accords de règlements avec la société. Tous ont fait ressortir l'absence d'équité du protocole d'entente, des problèmes dans la manière dont il a été mis en œuvre et une attitude hostile ou indifférente.

L'efficacité de la réglementation au Canada – La nécessité de règlements qui protègent les personnes et l'environnement

Une évaluation environnementale qui sert le public et la planète

Mines Alerte a procédé à des évaluations environnementales (ÉE) de dizaines de projets miniers, directement et en collaboration avec d'autres groupes et communautés touchées. L'efficacité limitée, l'inefficacité et les inégalités de l'ÉE au Canada, ainsi que l'érosion et le démantèlement des aspects du processus qui ont servi l'intérêt public et la durabilité, depuis notre victoire à la Cour suprême en 2010, nous préoccupent beaucoup.

Cette année, le ministre de l'environnement a mis sur pied un Groupe d'experts chargé d'examiner les processus d'évaluation fédéraux. Nous avons déposé un mémoire succinct auprès du Comité consultatif multilatéral de la ministre (CCM). Nous avons également travaillé avec le Caucus de planifi-

cation et d'évaluation environnementale du Réseau canadien de l'environnement pour coordonner la participation de la société civile au processus d'examen et au CCM.

La catastrophe de la mine Mount Polley perdure

Plus de deux ans après que 26 millions de mètres cubes de boue ont jailli du bassin de résidus de la mine de Mount Polley, aucune autorité étatique n'a prévu de sanctions ou de pénalités. En réaction à cet échec, nous avons intenté une poursuite privée en vertu de la Loi fédérale sur les pêches contre le gouvernement de la Colombie-Britannique et l'Imperial Metals Corporation (mine Mount Polley).

Créer le mouvement et le soutien de la communauté – Travailler à une cause commune

Au Canada

Revalorisation de l'évaluation environnementale en Ontario

Nous avons fourni des renseignements et des constatations à la vérificatrice générale de l'Ontario concernant la Loi sur l'évaluation environnementale désuète de la province. En décembre, la vérificatrice générale a publié un rapport accablant soulignant que l'Ontario est la seule juridiction canadienne où les évaluations environnementales ne sont généralement pas requises en ce qui a trait aux projets du secteur privé. Se classant au premier rang au Canada, l'Ontario a le plus grand passif environnemental dans le secteur minier. En collaboration avec nos partenaires, l'Association canadienne du droit de l'environnement (ACDE), la Wildlands League (SNAP) et la Société pour la conservation de la vie sauvage (SCVS), nous avons publié une feuille de route exhortant l'Ontario à passer à l'action et visant à aider le gouvernement à le faire correctement.

L'évaluation fait ressortir les failles du projet de mine à ciel ouvert à Ajax

Une grande proportion des résidents de Kamloops s'oppose à la mine de cuivre et d'or d'Ajax proposée par KHGM en bordure de la ville. En mars, nous avons coordonné une visite de la région par une délégation québécoise qui a présenté une lettre au conseil municipal de Kamloops au sujet des impacts de la mine à ciel ouvert dans la ville de Malartic. Nous avons également produit une analyse des facteurs de risques économiques qui conclut que la mine Ajax « ne fait aucun sens du point de vue économique » et « représente un risque déraisonnable pour les investisseurs, les gouvernements et le public ». Nous avons recommandé de ne pas autoriser la mine et qu'une enquête soit menée par la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, en raison d'une divulgation insuffisante des risques et des coûts.

Les citoyens de Malartic exigent la conformité aux lois et aux normes

La mine Canadian Malartic au Québec est la plus grande mine à ciel ouvert dans les limites de la ville au Canada. Elle a accumulé plus de 171 infractions environnementales et plus de 3 000 non-conformités depuis son ouverture en 2009. Nous avons soutenu les résidents touchés par les opérations de la mine par l'entremise d'ateliers et de réunions avec l'entreprise et les autorités sanitaires.

Nous avons également aidé un comité de citoyens à déposer un recours collectif pour compenser la pollution antérieure et continue. Nous avons demandé une injonction pour restreindre les niveaux d'intensité sonore et d'activités minières.

La mine de Sisson ne devrait pas être approuvée

La mine à ciel ouvert de tungstène et de molybdène proposée est au cœur de la vallée de la rivière Nashwaak au Nouveau-Brunswick. Les Premières nations ont dit « non » au projet et des questions importantes sur les

répercussions environnementales demeurent sans réponse.

Mines Alerte a été embauchée par le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick pour commenter les résultats socio-économiques de l'évaluation environnementale. Nous avons noté que cette mine générerait plus de déchets miniers et augmenterait considérablement les risques sociaux, environnementaux et économiques d'ensemble pour les investisseurs, le public, les gouvernements et les communautés concernées. En outre, les meilleures pratiques et technologies disponibles ne sont pas utilisées à son barrage de résidus, comme l'a recommandé l'enquête sur Mount Polley. Par conséquent, elle ne devrait pas être approuvée.

Les Algonquins de Barrière Lake demandent l'imposition d'un moratoire sur toutes les activités minières sur leur territoire

En juin 2016, le ministère de l'Énergie et des ressources naturelles du Québec, sans préavis ni consultation, a levé unilatéralement un moratoire sur les activités minières sur le territoire ancestral des Algonquins du lac Barrière, en place depuis 2011. Copper One a immédiatement annoncé qu'elle se préparait à exploiter la mine.

Nous avons offert un soutien technique, stratégique et de communication au lac Barrière. Nous avons également contribué à l'organisation d'un événement de solidarité parallèlement à l'ouverture formelle du Congrès Québec Mines.

Au palier international

La délégation Canada-Honduras pour la justice, la terre et la vie

Mines Alerte s'est joint à un très grand nombre d'organisations et d'individus dans les Amériques et dans le monde entier pour condamner l'assassinat de la militante autochtone hondurienne de renommée internationale, Berta Cáceres, et la tentative de meurtre du militant mexicain, Gustavo Castro. Nous avons coordonné une délégation canadienne pour participer au rassemblement international « Berta Cáceres Lives » au Honduras, quelques semaines seulement après sa mort. Depuis, nous avons poursuivi nos efforts de coordination des actions de solidarité et de pression sur le gouvernement fédéral en ce qui concerne le rôle problématique du Canada dans l'enquête sur le meurtre de Berta et les intérêts miniers canadiens au Honduras.

Soutien aux protecteurs de l'eau en Équateur

Depuis plus de dix ans, les communautés des hauts plateaux du centre-sud de l'Équateur luttent pour protéger leur eau et l'intégrité de l'écosystème des terres humides des activités minières proposées.

En collaboration avec l'Environmental Defenders Law Center (EDLC) et seize partenaires locaux, nous avons obtenu un avis d'expert de l'ingénieur minier Jim Kuipers concernant les risques que les mines d'or et d'argent proposées posent aux approvisionnements en eau et aux communautés touchées dans cette région. L'avis fait autorité à la résistance communautaire de longue date au projet Loma Larga d'INV Metals et au projet Rio Blanco de Junefield Resources.

OceanaGold perd une poursuite de longue durée contre le Salvador

En 2009, Pacific Rim Mining a intenté une poursuite usant le « mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (MRDIÉ) » contre le Salvador.

La grande société, dont OceanaGold est maintenant propriétaire, a intenté des poursuites de l'ordre de 250 millions \$US pour perte de bénéfices potentiels après qu'un permis pour un projet minier aurifère lui ait été refusé. Après sept ans et des millions de dollars en frais juridiques, le groupe d'experts a conclu que la société n'avait jamais respecté les exigences réglementaires d'obtention de permis et qu'elle doit aux pays 8 millions \$US en coûts.

En collaboration avec des alliés internationaux en solidarité avec la National Roundtable Against Metal Mining au Salvador, nous avons contribué à sensibiliser la population et à faire pression dans cette affaire. Notre

campagne se concentrera maintenant sur insister pour que l'entreprise « paie et plie bagage ».

Renforcement des outils de recherche pour le travail communautaire

Souvent, les communautés touchées par les mines et les organisations de la société civile ne disposent pas des informations et des principales analyses sur les entreprises transnationales. Il en résulte des stratégies basées sur une compréhension limitée des principaux facteurs qui gèrent les décisions d'une entreprise en particulier.

Pour combler cette lacune, nous travaillons à un projet visant à adapter un outil stratégique de recherche sur les conflits miniers, en collaboration avec l'Observatoire latino-américain des conflits miniers (OCMAL), Latin American Observatory of Environmental Conflicts (OLCA) et Above Ground.

Communications et sensibilisation – Passer le mot, renforcer la crédibilité, assurer la pertinence

Faire entendre leurs voix pour un règlement politique et une gouvernance efficace en Afrique

Alternative Mining Indaba, à Cape Town, en Afrique du Sud, fonctionne parallèlement avec Mining Indaba (en zoulou, Indaba veut dire « rassembler »). Là, les communautés minières affectées en Afrique australe et au-delà peuvent débattre et critiquer les coûts socio-économiques et les conséquences de l'exploitation minière sur les citoyens et sur l'environnement et développer et articuler des solutions de rechange aux régimes miniers axés sur les bénéfices qui prolifèrent sur le continent. Cette année, grâce à notre participation, nous avons noué des liens plus étroits avec les organismes de lutte communautaires et les ONG en Afrique australe.

Des femmes de Papouasie-Nouvelle Guinée demandent que justice soit faite, au Forum des Nations Unies, à Genève

Pendant des années, les agents de sécurité et la police qui gardent la mine Porgera Joint Venture en vertu d'un PE intervenu entre Barrick et l'État de Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont agressé et abusé sexuellement des résident(e)s locaux. Ce n'est qu'après des années de pression continues exercées par les organisations locales, Mines Alerte et des cliniques des droits de la personne que Barrick a finalement reconnu la violence sexuelle. Mines Alerte Canada s'est joint à d'autres défenseurs lors du 5e Forum annuel des Nations Unies sur la question des entreprises et des droits de l'homme pour soulever des préoccupations dans le cadre d'un groupe spécial sur les leçons tirées des mécanismes de griefs de l'entreprise.

Conseil d'administration en 2016

Co-Président(e)s : Earl Commanda, Ottawa, Ontario
Anne Sam, Fort St. James, British Columbia
Trésorière : Ian Thomson, Ottawa, Ontario
Secrétaire : Esperanza Moreno, Gatineau, Québec
Directeurs : Ken Luckhardt, Toronto, Ontario
Jean Symes, Ottawa, Ontario
Laura Calm Wind, Thunder Bay, Ontario
Bruce Maclean, Winnipeg, Manitoba
Tracy Glynn, Fredericton, New Brunswick

Membres en 2016

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Bathurst Sustainable Development
5. Bedford Mining Alert
6. Canadian Environmental Law Association (CELA)
7. Centre for Longtern Environmental Action Newfoundland/ Labrador (CLEAN)
8. Développement et Paix
9. L'Église Unie de Canada
10. Femmes autochtones du Québec
11. Fonds de justice sociale de Unifor
12. Fonds humanitaire des Métallos
13. Friends of the Stikine Society

Même si elles n'ont pas été en mesure de participer au Forum, la voix des 119 requérantes, survivantes des viols se sont faites entendre haut et fort dans une vidéo que nous les avons aidé à produire et dans leur lettre ouverte au Groupe de travail des Nations Unies sur la question des entreprises et des droits de l'homme : « Dans l'ensemble, nous sommes solidaires et nous défendons nos droits afin d'OBLIGER Barrick à nous compenser de façon égale ».

Exiger la fermeture d'une fondation parrainée par l'entreprise au Salvador

Mines Alerte a collaboré avec la National Roundtable Against Metal Mining au Salvador et avec des organisations d'un département de Cabañas à un rapport qui documente les activités de la El Dorado Foundation d'OceanaGold. La société se sert de la fondation pour jeter les bases de son projet aurifère très controversé. « Mining, Corporate Social Responsibility, and Conflict: OceanaGold and the El Dorado Foundation in El Salvador » considère que cela est trompeur, irrespectueux et dangereux et exige la fermeture de la fondation.

Rejoindre de nouvelles personnes et un plus grand public

Nos adeptes de Facebook et de Twitter, nos visiteurs sur le site Web et nos abonnés à notre liste de diffusion par courriel ont été très actifs. Nos chiffres et nos interactions, les retweets et les « partages » n'ont fait qu'augmenter avec plus de 12 700 adeptes de Twitter et près de 6 300 adeptes de Facebook et un total de près de 160 000 visites au site Web, cette année.

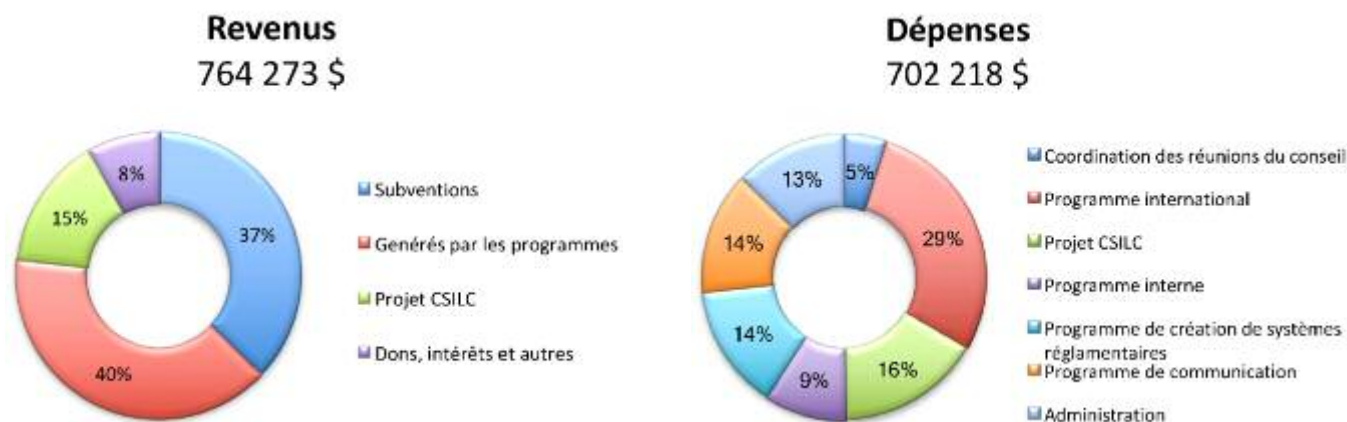
Le personnel en 2016

Jen Moore, coordonnatrice du programme d'Amérique Latine
Jamie Kneen, coordonnateur aux communications et à la sensibilisation
Ugo Lapointe, coordonnateur du programme canadien
Catherine Coumans, coordonnatrice à la recherche
Diana Martin, coordonnatrice au développement des ressources et à l'administration

14. Inter Pares
15. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
16. Mixedwood Forest Society
17. La Nation Innu
18. Nature Canada
19. Northwatch
20. Polaris Institute
21. Rivers Without Borders
22. Sierra Club of Canada
23. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
24. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
25. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
26. Watershed Sentinel Educational Society
27. Yukon Conservation Society (YCS)

MININGWATCH CANADA / MINES ALERTE CANADA
BILAN AU DECEMBER 31, 2016

	2016	2015
ACTIFS À COURT TERME		
Encaisse	123 062 \$	89 609 \$
Investissements à court terme	140 173	138 924
Débiteurs	35 954	25 062
À recevoir de Canary Research Institute	114 752	83 563
Frais payés d'avance	3 890	2 319
	417 831 \$	339 477 \$
PASSIFS À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	18 220 \$	14 559 \$
Remises de gouvernement payables	20 018	5 567
Revenu reporté	86 561	93 518
	124 799	113 644
INCITATIONS À LA LOCATION REPORTÉS		
	5 144	-
	129 943 \$	113 644 \$
ACTIFS NETS		
Fonds de réserve - intérieurement affectés	182 000	152 000
Fonds de défense juridique - intérieurement affectés	25 000	25 000
Actifs nets non affectés	80 888	48 833
	287 888	225 833
	417 831 \$	339 477 \$



(S'il vous plaît noter que les états financiers vérifiés sont disponibles séparément.)

L'organisation remercie pour leur soutien les organisations suivantes :

Alliance de la Fonction Publique du Canada
 Concerned Citizens of Quesnel Lake
 Clayoquot Action
 Congrès du travail du Canada
 Ecojustice
 L'Église Unie du Canada
 Le fonds de justice sociale d'Unifor
 Inter Pares
 Mountain Equipment Co-op
 Northern Confluence
 Patagonia Environmental Grants Fund of Tides Foundation

Primate's World Relief and Development Fund
 SAGE Fund
 Sigrid Rausing Trust
 Swift Foundation via Global Greengrants Fund
 Syndicat canadien de la fonction publique
 Syndicat des employé(e)s de la fonction publique de l'Ontario
 The Fund for Global Human Rights
 Wilderness Committee
 West Coast Environmental Law
 - Environmental Dispute Resolution Fund